

Groupes de travail « santé mentale » ***La FNEC FP-FO refuse de participer à la destruction de la santé scolaire***

La FNEC FP-FO ne participera pas aux groupes de travail convoqués par le ministère cette semaine et qui ont pour objectif de mettre en place la contre-réforme issue des assises de la santé scolaire.

Il y a deux jours, une enseignante a été poignardée par un élève de 14 ans dans un collège du Var. Le ministre a déclaré : « *il n'y a pas de risque zéro.* » Il n'a honte de rien. Son gouvernement détruit les services publics, maltraite la jeunesse et les personnels, supprime des milliers de postes et refuse de répondre aux revendications.

- Il manque 16 000 postes d'infirmiers dans les écoles et les établissements scolaires pour pouvoir effectuer correctement les missions.
- En 2026, il y aurait entre 800 et 900 médecins scolaires pour 12 millions d'élèves. Près de 45% des postes ouverts au concours ne sont pas pourvus.
- Les postes offerts aux concours de PsyEN sont en diminution constante : moins 30% depuis 2017 !
- Le service social élèves est lui aussi délabré. Il manque 2 000 assistants sociaux pour couvrir correctement les établissements du 2^d degré. Quant au 1^{er} degré, il nécessiterait la création d'un service social dédié avec 1 300 AS.

À l'extérieur des établissements, le manque de professionnels médico-psycho-sociaux empêche les suivis et les prises en charge. Nous ne comptons plus le nombre d'élèves sous traitement psychotropes dans les établissements et les internats. Les cellules d'écoute psychologiques suite à des tentatives de suicide se multiplient.

Pourtant, dans la continuité des mesures issues des « Assises de la Santé scolaire » (boycottées FO), le ministère voudrait nous faire valider :

- **des projets de protocole en santé mentale 1er et 2d degrés** pour pallier le manque de personnels qualifiés, avec les conséquences que cela implique en termes de responsabilités et de risques réels pour les élèves qui pourraient être mal orientés et mal accompagnés.

- **Une instruction de la DGESCO vers l'Agence Régionale de Santé** pour une protocolisation des prises en charge des élèves qui devraient « rentrer dans des cases ». Ces logiques procédurales font perdre leur autonomie professionnelle aux personnels de santé scolaire. C'est la standardisation des réponses apportées au détriment des particularités de chaque situation. Etudier la situation d'un élève demande du temps et des échanges entre professionnels, or nous n'avons ni assez de temps ni assez de personnels.

- **Un projet de changement de la loi sur les plans d'accompagnement personnalisé (PAP)** officialisant l'absence de médecins scolaires.

A cela s'ajoutent : le recrutement de référents « santé mentale » non qualifiés, la création de la fonction de PsyEN Conseiller Technique en santé mentale et le regroupement des quatre corps (INFENES, ASS, PsyEN et médecins) sous l'autorité du DASEN, la mutualisation des missions pour compenser la pénurie de personnel et l'extension du champ d'intervention au 1^{er} degré sans les moyens adéquats.

Nous ne voulons pas de cette réforme ! Nous voulons des moyens !

La FNEC FP-FO considère urgente la mobilisation de tous les personnels pour revendiquer les moyens en postes d'infirmières, de médecins, d'assistantes sociales, d'enseignants spécialisés, de PsyEN, de CPE, et des AESH et AED avec de vrais statuts pour permettre de faire face à l'explosion des besoins.

Non au budget de guerre qui rend exsangues l'Éducation nationale et la Fonction publique et pénalise les plus précaires !

Annulation des suppressions de postes !

Ré-abondement de tous les postes supprimés ou redéployés !

Montreuil, le 6 février 2026